ministre. Savait-il, quand le ministre des Finances a présenté le dernier budget, que le produit national réel était de nouveau à la baisse en avril, diminuant de 0.2 p. 100 après avoir enregistré de faibles augmentations en février et mars et, sinon, le gouvernement révisait-il ses prévisions en ce qui concerne la croissance du PNB pour 1971?

M. l'Orateur: J'ai de sérieuses réserves à faire sur cette question. Le député demande au premier ministre s'il était au courant de certains faits au moment où on a présenté le budget à la Chambre. Je ne vois vraiment pas comment cette question peut être réglementaire.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—L'ÉTUDE DU PROJET DE SMOOTH ROCK FALLS

M. Ralph Stewart (Cochrane): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État, ma question, dont j'ai donné préavis, s'adressera au secrétaire d'État suppléant. En raison de l'engagement que le gouvernement a pris lorsque le secrétaire d'État a officiellement approuvé le projet de Smooth Rock Falls établi en vertu du programme «Perspectives Jeunesse», et le refus ultérieur opposé à ce projet, quelles sont les mesures que le gouvernement envisage de prendre à cet égard?

M. l'Orateur: Il est clair que la question est à l'étude.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: Le député invoque le Règlement.

M. Stewart (Cochrane): Si la question est à l'étude, monsieur l'Orateur, je demanderai qu'une décision soit prise avant le 1^{er} juillet car l'affaire est urgente.

* * *

LES GRAINS

LES PAIEMENTS PROVISOIRES ET LE PROJET DE LOI SUR LA STABILISATION

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. En raison du grave fléchissement que les revenus des cultivateurs de la Saskatchewan ont accusé, ainsi que l'a fait ressortir la question du député de Qu'Appelle-Moose Mountain, et à la suite de l'opposition au projet de loi C-224 tel que l'a manifestée le député de Saskatoon-Biggar, le premier ministre envisagerait-il, dans un esprit de compromis, de nous accorder la somme de 100 millions et de garder le bill?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[M. MacKay.]

LE LOGEMENT

LES CRÈCHES—L'OCTROI DE PRÊTS AUX TERMES DE LA LOI NATIONALE

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre responsable du logement. Vu le sérieux manque de crèches enfantines au Canada, comme le signale la conférence nationale sur les garderies qui s'est réunie cette semaine à Ottawa, le ministre se propose-t-il d'étudier la possibilité d'accorder des prêts en vertu de la loi nationale sur le logement pour la construction de crèches?

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, l'idée a déjà été émise. La question est à l'étude, mais aucune décision n'a encore été prise.

Mme MacInnis: Une question supplémentaire, si vous le permettez, monsieur l'Orateur. Le ministre envisage-t-il d'accorder ces prêts pour des crèches sans qu'il soit question nécessairement de la construction de logements?

L'hon. M. Andras: Monsieur l'Orateur, cette possibilité est également examinée. Je suis sûr cependant que l'honorable représentante sait très bien que si nous décidons de procéder de cette façon la loi devra fort probablement être modifiée.

* * *

L'AGRICULTURE

LA SUPPRESSION DE LA TAXE DE VENTE SUR LA MARGARINE—LES INSTANCES DES PRODUCTEURS LAITIERS

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture. Dirait-il à la Chambre s'il a reçu des instances concernant les dispositions prises par le gouvernement relativement à la suppression de la taxe de vente sur la margarine? Les producteurs laitiers ou leurs associations ont-ils protesté contre cette décision?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas eu tellement de protestations. Nous sommes au courant de la position de certains organismes agricoles représentant les producteurs laitiers, mais même certains d'entre eux se rendent compte que cette taxe devait être abolie un jour et que ce jour était sans doute arrivé.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES HÔTELS DU CANADIEN NATIONAL—L'APPLICATION DES LOIS FÉDÉRALES SUR LE SALAIRE MINIMUM

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Le gouvernement a-t-il pris la décision d'assujettir les employés des hôtels du Canadien National aux lois